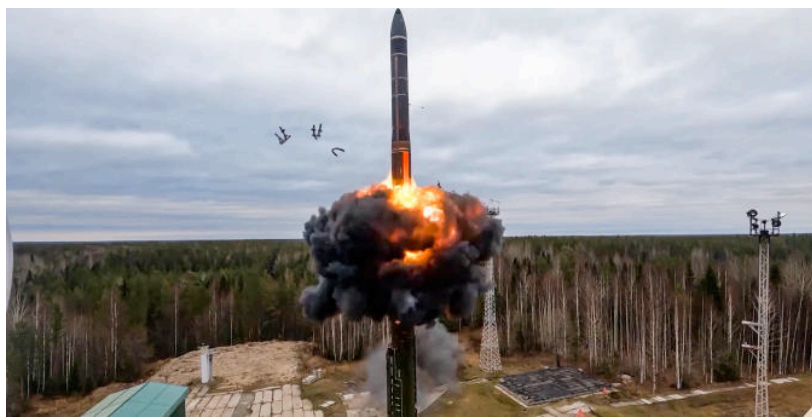


« Le conflit en Ukraine prouve que la dissuasion nucléaire n'apporte pas la paix »

Depuis le début de la guerre en Ukraine, le pouvoir russe agite la menace nucléaire. Une illustration du risque atomique, bien plus grand si l'on prend en compte la vague de nucléarisation du monde en marche depuis 2010. Explications de Jean-Marie Collin, directeur de ICAN France.



Après plusieurs mois d'incertitude, Vladimir Poutine a annoncé mardi 21 février la suspension par la Russie de sa participation à l'accord New Start sur le désarmement nucléaire. Il a également appelé les autorités russes à se tenir « *prêtes pour des tests d'armes nucléaires* » si Washington en réalise en premier. Des annonces peu surprenantes tant la menace atomique est agitée depuis le début de l'invasion de l'Ukraine.

Dès le 24 février 2022, le président russe promet à ceux qui voudraient s'opposer à l'invasion russe, « *des conséquences que vous n'avez encore jamais connues* ». Un usage agressif de la dissuasion nucléaire pour se protéger de toute intervention occidentale. Pour Jean-Marie Collin, directeur de ICAN France (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons), une campagne pour le désarmement nucléaire qui a reçu le prix Nobel 2017, l'invasion russe est la preuve que « *l'arme nucléaire n'apporte pas la paix mais permet au contraire de faire la guerre* » .

Après un an de guerre en Ukraine, le risque nucléaire a-t-il augmenté ?

Quand une puissance nucléaire est en guerre depuis un an et que les menaces se multiplient à travers des discours, des exercices et des simulations de bombardement du Royaume-Uni par exemple, il est évident que le risque de l'emploi volontaire ou involontaire d'une arme nucléaire est plus important. Depuis, le 24 janvier dernier, l'horloge de l'apocalypse [créée en 1947 et gérée par l'organisation du Bulletin of the Atomic Scientists] n'est plus qu'à 90 secondes avant minuit, heure représentant la fin du monde. C'est un rapprochement inédit ! Dire qu'il n'y a pas de dangers ou de menaces des armes nucléaires, c'est véritablement vouloir nier cette réalité.

Est-ce que l'arme nucléaire joue un rôle nouveau ou plus important qu'avant dans la stratégie militaire ?

Si l'arme nucléaire n'a pas été employée, il y a en revanche une utilisation massive de la politique de dissuasion. C'est-à-dire que la Russie a utilisé son arsenal nucléaire et la menace de son emploi pour envahir l'Ukraine et empêcher les autres Etats d'intervenir. La dissuasion nucléaire a donc permis à la Russie de réaliser ses actions illégales ! C'est ce qu'on appelle une dissuasion agressive et la guerre en Ukraine nous montre bien que, contrairement à ce qui a été prôné depuis des décennies, la dissuasion nucléaire n'apporte pas la paix mais permet au contraire de faire la guerre.

Cette dissuasion agressive est-elle nouvelle ?

Employée à ce niveau-là, c'est une nouveauté. D'abord parce que c'est accompagné d'un mouvement de guerre, au sens conventionnel du terme, et ensuite de menaces qui se font de manière quasi hebdomadaire par les relais gouvernementaux russes. Ces allusions montrent bien la volonté d'exprimer le fait que la Russie possède des armes nucléaires et qu'ils sont capables de les utiliser. Aujourd'hui, nous sommes comme suspendus à ce fil nucléaire et ce n'est plus admissible.

En septembre dernier, le secrétaire général de l'ONU a appelé à mettre fin à l'ère du chantage nucléaire. Il est véritablement temps que les Etats qui possèdent l'arme atomique, s'interrogent sur leur stratégie, commencent à engager un processus réel sur le désarmement, et rejoignent les Etats qui ont ratifié le traité sur l'interdiction des armes nucléaires [*le TIAN, ratifié en 2017 et signé par 91 Etats*].

Est-ce qu'il y a une augmentation du nombre d'ogives nucléaires dans le monde ?

On ne peut pas nier qu'il y a eu une importante diminution des arsenaux nucléaires depuis la fin de la guerre froide. Nous sommes passés de 70 000 armes nucléaires dans les années 1980, à un petit peu moins de 13 000 aujourd'hui. Mais depuis le début des années 2010, il commence à y avoir un ralentissement de la baisse, voir une stagnation. Cette année pourrait même être celle d'une légère augmentation. La guerre en Ukraine vient souligner ce qui est en marche depuis quelques années, à savoir les processus de modernisation et de renouvellement qui sont en cours au sein des différentes puissances nucléaires.

En France, jamais le budget de la dissuasion n'aura été aussi important. L'année prochaine, il va atteindre 6 milliards d'euros ! Les Britanniques ont annoncé il y a deux ans qu'ils allaient réaugmenter leur stock d'arme nucléaire. Les Chinois, sans le reconnaître, sont aussi dans cette dynamique d'augmentation. Un rapport du Pentagone estime d'ailleurs que l'arsenal nucléaire chinois triplera d'ici 2035 et atteindra 1 500 ogives nucléaires. Il faut quand même rappeler que ces Etats sont engagés, à travers le traité de non-prolifération des armes nucléaires [*le TNP, conclu en 1968 et signé par un grand nombre de pays*], à ne pas augmenter leurs arsenaux et à respecter l'esprit du traité, à savoir le désarmement. Cette notion a été totalement oubliée et reniée.

Quels sont les risques de ce non-respect des traités ?

On peut craindre que d'autres Etats se disent qu'ils n'ont plus à être liés par des traités internationaux. Cela pourrait être le cas de l'Iran qui déciderait de franchir le Rubicon en se dotant de l'arme nucléaire. En clair, si les cinq puissances nucléaires (Etats-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine) décident de s'accorder à eux-mêmes le droit d'avoir des armes atomiques *ad vitam aeternam*, on va entrer dans une ère que nous avons tenté de circonscrire dans les années 1970, et qui mettra en totale insécurité la communauté internationale.